

LE GRAND ÉCART DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Alors que la qualité des sols se dégrade et que la rémunération du travail paysan ne satisfait pas les agriculteurs, la France mise sur l'export de ses productions et le recours aux pesticides

Gaspard Koenig

Convaincre la terre plutôt que la soumettre

Alors que 60 % des sols européens sont dégradés et que la biodiversité s'effondre, le philosophe plaide pour la mise en place d'une solution pensée autant par la science que par les poètes : l'agroécologie

Le contexte

Le Salon de l'agriculture, qui devait ouvrir ses portes samedi 22 février à Paris, ne risque pas de renouer avec les manifestations d'agriculteurs en colère ayant marqué l'édition 2024. Adoptée avec le soutien de la ministre de l'agriculture, la loi d'orientation agricole place la souveraineté alimentaire au centre des politiques publiques. Le texte prévoit de simplifier des réglementations concernant la protection de l'environnement mais aussi de dépenaliser certaines infractions. « La vocation productive de notre pays est enfin réaffirmée », s'est réjoui la FNSEA, premier syndicat agricole français. Pas sûr pour autant que ce nouveau cap permette de répondre aux défis environnementaux et sociaux de l'agriculture française.

Nous sommes entrés sans le savoir dans une nouvelle ère physiocratique, c'est-à-dire de gouvernement par la nature. La violence de la crise agricole et l'intensité des débats qu'elle suscite montrent combien le rapport entre l'homme et la terre sera déterminant pour notre prospérité et tout simplement pour notre survie.

A l'injonction de laisser l'agriculture aux agriculteurs, au malaise moral qui nous saisit quand intellectuels des villes et scientifiques des labos font la leçon aux travailleurs de la terre, il faut opposer que celle-ci a toujours été un objet politique. Dans les sociétés premières, les modes de culture procédaient de véritables choix collectifs, décrits par l'archéologue David Wangrow. Au siècle des Lumières, les physiocrates ont promu la modernisation économique des fermes au nom des mêmes principes qui alimenteront la Révolution française. Dans les années 1960, la révolution verte, mêlant mécanisation et produits phytosanitaires, a été menée tambour battant par le pouvoir gaulliste. La société n'a jamais laissé les paysans tranquilles...

Et ce pour une bonne raison : la terre est notre patrimoine commun. Si l'humain vient étymologiquement et métaphysiquement de l'humus, alors rien de ce qui concerne l'humus ne peut être étranger à la collectivité humaine. Comme le disait le président Roosevelt au moment du « Dust Bowl », cette tempête de poussière provoquée par le sur labourage dans l'Amérique des années 1930 : « Une nation qui détruit son sol se détruit elle-même. »

De ce point de vue, l'heure est grave : 60 % des sols européens sont dégradés, donc privés de leur fertilité naturelle. Les nappes des eaux minérales les plus profondes s'avèrent polluées, déclenchant des scandales en série. Métabolites de pesticides et polluants éternels s'invitent dans nos organismes, au risque de favoriser cancers et maladies neurodégénératives.

La biodiversité sur les surfaces cultivées s'effondre, laissant prospérer les espèces invasives. La science dénonce aujourd'hui les impensés de la révolution verte, qui, loin de nourrir le monde, est en passe de saboter le capital naturel sans lequel aucune production alimentaire n'est possible. Heureusement, la science propose aussi une solution, que l'on retrouve aussi bien sur le site de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) que dans les écrits du biologiste Marc-André Selosse ou en conclusion des analyses du professeur de médecine Christian Bréchet : l'agroécologie.

Le principe de l'agroécologie est de développer des solutions fondées sur la nature pour répondre aux problèmes posés par la nature : pour éliminer les ravageurs, planter des haies qui abriteront leurs prédateurs ; pour fertiliser la terre, semer des couverts végétaux (le trèfle pour fixer

l'azote, par exemple) ; pour limiter la pousse des adventices, associer différentes variétés culturales sur un même champ, etc. Il ne s'agit nullement de revenir en arrière, mais d'utiliser notre connaissance des écosystèmes pour utiliser à notre avantage les patients trouvaux de l'évolution naturelle. Agroforesterie, permaculture, agriculture de conservation des sols et bien d'autres méthodes vont en ce sens. C'est le progrès !

Le nec plus ultra de l'agronomie

Si la faisabilité technique de l'agroécologie est largement démontrée, il est également nécessaire, pour l'installer dans nos imaginaires, d'en mettre au jour les principes philosophiques. Henry David Thoreau [1817-1862], le poète et penseur américain célèbre pour avoir vécu deux ans dans sa cabane au bord de l'étang de Walden, en est à mon sens le premier praticien et le théoricien involontaire.

Thoreau n'est pas un ermite. Il apprécie le commerce des hommes et le commerce tout court. Il veut vivre avec simplicité, à l'équilibre, mais nullement en autarcie ni en autosubsistance. Voilà pourquoi, afin de dégager les revenus nécessaires à ses modestes besoins, Thoreau entreprend de cultiver un champ de haricots.

Il refuse tout d'abord d'utiliser les engrais de l'époque, tels que la sciure ou la chaux - des « saletés ». Il entend rester le « squatteur » de la terre, pas son propriétaire, et la rendre à la nature dans l'état où il l'a trouvée. Pas d'intrants chimiques, donc. Puis, la deuxième année, Thoreau renonce également au labour : le voilà en semis direct, le nec plus ultra de l'agronomie contemporaine.

En sarclant ses haricots, Thoreau réfléchit au sens de ses gestes : « Faire au sol jaune exprimer sa pensée d'été en feuilles et fleurs de haricot plutôt qu'en absinthe, chiendent et millet, faire à la terre dire haricots au lieu de gazon. » Il faut proposer au lieu d'imposer, convaincre la terre plutôt

que la soumettre. Cette « demi-culture », comme la définit Thoreau, se trouve à cheval entre le sauvage et le civilisé. Elle accepte la croissance anarchique de certains haricots folâtres sans perdre de vue l'exigence de rendement. Thoreau écrit des poèmes, mais il tient aussi ses comptes. En éliminant les coûts fixes, il se vante de générer davantage de bénéfices que les gros fermiers voisins. Ce qu'une étude de France Stratégie a confirmé en 2020 pour l'agroécologie : les agriculteurs qui s'y engagent voient leurs revenus nets moyens progresser.

La demi-culture génère son propre mode d'action politique, lui aussi pratiqué et popularisé par Thoreau : la désobéissance civile, cette manière de protester sans heurter, de retrouver le sauvage en soi pour mieux juger du bien et du mal.

Pour réussir la nécessaire transition agroécologique, il faut bien sûr transformer le système productif européen en réorganisant le système de subventions, la filière agroalimentaire, les écoles de formation, etc. Les agriculteurs, qui sont parmi les professions les plus adaptatives, embrasseront ce changement à partir du moment où il est politiquement clair, socialement partagé et financièrement viable. Mais il faut aussi changer de regard. Ne plus vouloir « faire propre ». S'affranchir de l'obsession moderne du monochrome : champ jaune, tableau bleu, ville grise. Accueillir l'irréductible singularité du vivant. Accepter, dans les cultures comme dans nos sociétés, une part de désobéissance. ■

Gaspard Koenig est philosophe et essayiste. Il a notamment écrit le roman « Humus » (L'Observatoire, 2023, prix Interallié) et « Agrophilosophie » (L'Observatoire, 2024)

Gilles Luneau

Libérer la valeur des produits agricoles

La souveraineté alimentaire n'est pas compatible avec l'internationalisation des filières agricoles, rappelle l'essayiste

POUR PAYER À SON JUSTE PRIX LE TRAVAIL AGRICOLE, IL FAUT REMETTRE LA FERME AU CENTRE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

n'être qu'une variable d'ajustement des profits de l'amont et de l'aval de la chaîne.

C'est conforme aux principes de la chaîne de valeur édictés dans les années 1980 par le chercheur américain Michael Porter. Une théorie néolibérale de la compétition de tous contre tous, centrée sur l'avantage compétitif d'une entreprise par rapport à ses concurrents. Dans ce cadre, on marie l'activité agricole, ses industries d'amont et d'aval et la commercialisation de la nourriture. Trois activités différentes, aux contraintes et aux facteurs compétitifs divergents. Prise en étau, l'agriculture y est le maillon faible, et, si elle adhère à cette idéologie, elle n'a d'autre choix que d'obéir au diktat de la compétitivité internationale et de la croissance infinie pour tenter de dégager un peu de bénéfice de son travail.

Services rendus

Il faut rompre avec cette pensée stupide qui brise les liens territoriaux de l'agriculture pour prétendre produire en masse quelque part et vendre partout. Cela ne se réalise qu'en détruisant le revenu de l'agriculteur, les écosystèmes et la santé du consommateur. En 2017, les Etats généraux de l'alimentation, centrés sur « une meilleure répartition de la valeur ajoutée », ne se sont pas préoccupés des conditions de production de cette valeur, n'ont pas tenu compte des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat concernant la responsabilité de l'agriculture dans les émissions de gaz à effet de serre et dans le rôle capital qu'elle occupe dans la résilience climatique et écologique.

Le territoire géographique est l'espace de la résilience climatique. Il y a une incohérence à revendiquer à la fois la souveraineté alimentaire et l'internationalisation des filières agricoles. A cet égard, le rapport de Terre de liens « Souveraineté alimentaire : un scandale made in France » est éloquent. La totalité de la production de la ferme France couvrirait 130 % des besoins, si 43 % de la surface agricole utilisée n'était pas consacrée à des produits exportés. Il y a, en France, divorce entre la mission nourricière de l'agriculture, ce pour quoi elle est subventionnée, et la réalité.

L'agriculture doit assumer une transition, c'est-à-dire changer de système et ouvrir un chemin pour s'éloigner de l'axiome croissance-compétitivité-performance qui fonde la chaîne de valeur. Il faut rompre avec la compétitivité qui fait prévaloir l'exportation au détriment des souverainetés. Quant à la performance, il suffit d'observer scientifiquement le comportement du vivant pour comprendre que son évolution est guidée par la robustesse, qui est essentielle face au changement climatique et aux atteintes chimiques contre les écosystèmes. Une des solutions consiste à libérer l'agriculture de ses chaînes de valeur.

Pour payer à son juste prix le travail agricole, il faut remettre la ferme au centre de la production alimentaire en territorialisant les filières agricoles. Les premiers pas du rééquilibrage de la valeur passent par l'évaluation des besoins alimentaires d'un territoire et par celle des productions locales pour y répondre. Les seconds, par l'évolution des plans alimentaires territoriaux en

des systèmes alimentaires réunissant tous les acteurs avec pour objectif de produire en accord avec la transition écologique.

Ce virage entraînera l'évolution des industries de transformation, des réseaux de commercialisation et des modes de consommation. La « valeur » sera d'abord mesurée à ses retombées territoriales, et non pas à sa performance boursière. La valeur des productions ne s'évaluera plus sur l'horizon de marchés lointains mais se construira sur le rayonnement des services rendus par l'agriculture : circuits courts et longs, protection de la ressource en eau et de la biodiversité, qualité de l'air, emploi, renouveau de la vie rurale, etc.

Pour qu'une rémunération juste des paysans n'entraîne pas une inégalité d'accès à la nourriture, il faut aussi intégrer à la transition une sécurité sociale de l'alimentation. Des travaux prospectifs cernent déjà les modes de sa mise en place. Par ailleurs, l'argent existe pour financer cette transition : l'actuel système alimentaire (agriculture et industries associées) est soutenu par 48 milliards d'euros par an (2021) d'argent public. Un tel budget est un bon gouvernail pour changer de cap. Reste à trouver un capitaine et un équipage politique. ■

Gilles Luneau est journaliste et réalisateur. Il a notamment écrit « Les Paysans face au chaos climatique » (Impacts, 2022)